



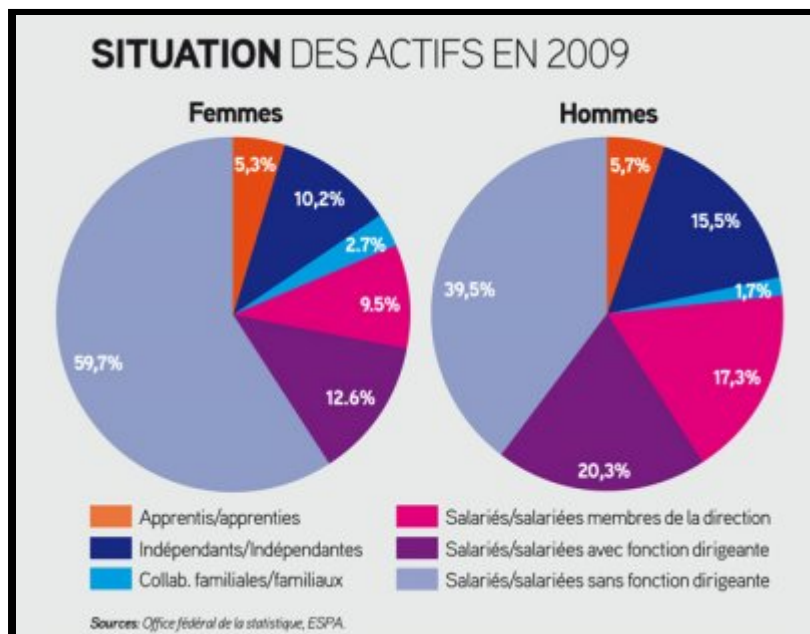
Published on *Femina* (Source URL: <http://www.femina.ch/mes-bons-plans/job/le-mot-cadre-se-decline-au-masculin-en-suisse-aussi>)

[Accueil](#)

Le mot cadre se décline au masculin en Suisse aussi

Job | 29. janvier 2012, 11h00

Très présentes dans le monde du travail, les femmes peinent à grimper dans les hiérarchies. La faute au temps partiel? Pas seulement...



Situation dans la profession en 2009.

Sur le marché du travail helvétique, les femmes cadres sont des Européennes comme les autres: «Leur situation est relativement comparable à celle des autres pays, espace nordique excepté», constate Nicky Le Feuvre, professeure à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne. Elles sont donc peu nombreuses au sommet des organigrammes et, en règle générale, moins payées.

Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), notre pays compte 9,5% de femmes qui travaillent à un niveau de direction, tous secteurs confondus. Quant aux conseils

d'administration, ils accueillent près de 11% de femmes. Plutôt décourageant, alors que les Suissesses sont parmi les plus actives professionnellement (60%). «Elles sont aussi celles qui travaillent le plus à temps partiel, juste après les Néerlandaises, précise Nicky Le Feuvre. Or les postes à responsabilités vont en priorité aux employés à plein temps.»

Comment remédier à cette situation? Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'égalité de 1996, nombre d'initiatives ont vu le jour. De grandes entreprises, parmi lesquelles Roche, Raiffeisen ou IBM Suisse – dirigée par une femme depuis l'année dernière – se sont fixé des objectifs de féminisation de leur «top management». Une attitude encouragée par la Confédération. En mars dernier, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), soutenu par deux grandes associations patronales, a ainsi publié un recueil de bonnes pratiques (*Les femmes dans les fonctions dirigeantes: les clés de la réussite*). Jusqu'ici, cette brochure a été commandée ou téléchargée 3800 fois. «Pour un ouvrage destiné à un public spécialisé, c'est un bon résultat», se réjouit Anne Küng Gugler au SECO. Crèches d'entreprises, job sharing, horaires flexibles, mentoring figurent parmi les recettes conseillées.

En revanche, les quotas féminins au sein des conseils d'administration ne sont pas à l'ordre du jour. Berne s'est refusée à légiférer en 2004 et en 2009. De quoi désespérer? Françoise Piron, directrice de Pacte, une association romande qui favorise la promotion des femmes en entreprise, ne le pense pas: «Est-ce que des lois transforment les mentalités? La Norvège a certes fixé et atteint un quota de 40% dans les conseils d'administration, mais cela n'a pas eu d'influence sur le nombre de femmes cadres!» Nicky Le Feuvre, qui dirige actuellement un travail de recherche du Fonds national sur l'égalité des seniors en emploi, est également réservée: «Quand il y a contrainte, les entreprises se déroberont. Mieux vaut fixer des objectifs et les atteindre par la formation et la concertation.» Une méthode qui a l'avantage d'être pragmatique, mais dont l'inconvénient est la lenteur...

La crise, un atout?

Tout pourrait pourtant bientôt s'accélérer. «Avec la crise actuelle, c'est toute la place du travail dans notre société qui est remise en cause, ainsi que le modèle d'organisation des entreprises», constate Nicky Le Feuvre. Or c'est cet environnement – et ses valeurs – encore plus que les difficultés pratiques à concilier travail et vie familiale, qui, pour Françoise Piron, explique la rareté des femmes aux postes de pouvoir. Les bouleversements à venir pourraient donc répondre aux attentes des femmes, tout comme à celles des trentenaires de la génération Y. Hommes et femmes confondus, ils sont en effet nombreux à ne pas avoir envie de faire carrière au détriment des autres facettes de leur vie. Des thèses que la directrice de Pacte développe dans son livre à paraître dans quinze jours aux Editions Xénia: *Le fruit de la mixité, pour un meilleur équilibre H/F dans l'entreprise*.

Télécharger le [recueil des bonnes pratiques](#) édité par le SECO.
